

Nomination de Pap Ndiaye : "surpris", les syndicats sont impatients...

5-7 minutes

La nomination de Pap Ndiaye au ministère de l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)) est un "symbole de rupture avec Jean-Michel Blanquer", pour le Snes-FSU, qui l'alerte sur un "second degré au bord de l'effondrement". Le Snuipp-FSU et le SE-Unsa s'avouent "surpris" de cette nomination et souhaitent rapidement "engager le dialogue". Le Snuipp-FSU pointe les "urgences" à traiter pour le système éducatif, quand le Sgen-CFDT interpelle le ministre sur les "défis importants". Le parcours du nouveau ministre "laisse présager d'une capacité d'empathie, d'écoute", pour le SNPDEN-Unsa.



Le ministère de l'Éducation nationale © MEN

Pour le **Snes-FSU**, qui a publié un communiqué de presse, la

nomination de Pap Ndiaye au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse représente un "symbole de rupture avec Jean-Michel Blanquer à plus d'un titre. Mais l'Éducation nationale ne se gouverne pas uniquement à coups de symboles. Pap Ndiaye arrive dans un contexte historiquement grave pour le service public d'éducation : en raison notamment des politiques menées par son prédécesseur, le second degré est au bord de l'effondrement comme le montrent, par exemple, les chiffres des concours de recrutement et les initiatives affligeantes de certains rectorats".

Le syndicat majoritaire chez les enseignants du second degré estime que les projets d'Emmanuel Macron pour l'école "ne répondent en rien à l'urgence du moment qui est salariale : après des années de déclassé salarial, les personnels doivent être revalorisés sans contreparties".

De son côté, pour Guislaine David, secrétaire générale du **Snuipp-FSU** contactée par AEF info, l'arrivée de Pap Ndiaye rue de Grenelle est "pour le moins une surprise, mais au-delà du symbole et de la personnalité, nous jugerons sur des actes. Il y a des urgences dans l'Éducation nationale : les salaires, les conditions de travail et l'attractivité du métier. Il faudra engager le dialogue pour que la profession soit entendue".

Le président du **Snalc**, Jean-Rémi Girard, explique à AEF info que son syndicat "jugera sur pièces. L'une des questions sera de savoir s'il aura le poids politique en termes d'arbitrages budgétaires, notamment pour défendre le rattrapage salarial de nos métiers".

Stéphane Crochet, secrétaire général du **SE-Unsa**, voit lui aussi cette nomination comme une "surprise qui peut être lue comme un contre-pied de Jean-Michel Blanquer pour son approche

sociologique. Nous attendons avec impatience ses premiers mots puis de le rencontrer".

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du **Sgen-CFDT**, se félicite qu'il y "ait enfin un gouvernement et un ministre car il y a des enjeux importants et des urgences (revalorisation, attractivité et renforcement du système éducatif dès la rentrée prochaine)". Ce sont, pour le Sgen, "des défis importants qui justifieraient une loi de programmation pour renforcer de manière structurelle le système éducatif". Le syndicat attend donc de "rencontrer Pap Ndiaye le plus rapidement possible" et espère "un dialogue social qui produise davantage et pas seulement des concertations pour nous informer de décision qu'on découvre".

Du côté des chefs d'établissement, Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du **SNPDEN-Unsa** contacté par AEF info, estime que "le parcours et les centres d'intérêt et d'études de Pap Ndiaye laissent présager d'une capacité d'empathie, d'écoute et de prise en compte des personnels et de leurs représentants". Le proviseur met en avant des "dossiers de fond dont l'inclusion scolaire et la nécessité de faire un vrai bilan avant d'engager de nouveaux chantiers", et considère "les mathématiques" comme une "urgence".

ID-FO, dans un communiqué, "souhaite la bienvenue à notre ministre" et liste les thèmes principaux qu'il "souhaite aborder le plus tôt possible avec lui : "le mode de gouvernance ministériel", "l'évaluation des réformes", "la pression scolaire en lycée", les "promotions et mutations des personnels de direction" ainsi que "les rémunérations et la reconnaissance du travail des personnels de direction".

Dans une lettre à la Première ministre Élisabeth Borne, le

18 mai, une large intersyndicale de l'éducation demande des "mesures d'urgence" sur les postes et les salaires ([lire sur AEF info](#)).

Dépêche n° 673293



3 min de lecture

Par [Erwin Canard](#) Publiée le 20/05/2022 à 17h28

Snes-FSUSyndicat national des enseignements de second degré - Fédération syndicale unitaire

Snuipp-FSUSyndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et Pegc - Fédération syndicale unitaire

Snalcsyndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur

SE-UnsaSyndicat des enseignants - Union nationale des
syndicats autonomes

Sgen-CFDTSyndicat général de l'Éducation nationale -
Confédération française démocratique du travail

SNPDEN-UnsaSyndicat national des personnels de direction de
l'Éducation nationale - Union nationale des syndicats
autonomes

SNPDEN-UnsaSyndicat national des personnels de direction de
l'Éducation nationale - Union nationale des syndicats
autonomes

ID-FOIndépendance et Direction-Force Ouvrière